Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/ZAD-de-NDDL-Apres-le-geste-de-dialogue-du

21 avril 2018

/// ZAD de NDDL : Après le geste de dialogue du mouvement, le gouvernement doit mettre fin aux menaces !

Communiqué de presse d'organisations nationales et locales.

Des organisations nationales, locales, et des personnalités saluent la volonté de renouer le dialogue manifestée par les différentes composantes et habitants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes dans un contexte pourtant extrêmement difficile, et exigent fermement que le gouvernement mette fin aux menaces pesant sur la zad.

Malgré le refus initial du gouvernement d'étudier la proposition d'une convention collective, ils et elles ont souhaité aujourd'hui faire un geste très concret pour sortir du cycle infernal d'une répression massive et sourde à tout projets d'avenir. Un dossier comprenant près de 40 fiches nominatives concernant les divers projets concrets existants et en construction sur la zad a été remis à la préfecture. Cette démarche met en avant l'interdépendance de ces projets fonctionnant comme un écosystème. Il s'agit de s'assurer du maintien de la dimension coopérative et des liens entre les usages. Après ce geste de dialogue, nous demandons au gouvernement d'entendre enfin la volonté du mouvement d'enraciner une vision des communs et d'une paysannerie solidaire, réellement soucieuse du soin de l'environnement. Il faut aujourd'hui maintenir ce morceau de bocage emblématique comme un territoire vivant, habité, partagé qui laisse aussi la place à des projets qui ne soient pas qu'agricoles.

Les déclarations de la préfète à l'issue de cette rencontre semblent aller dans le sens de l'ouverture. Pour autant, elle a bien rappelé que seul le « gouvernement décide » pour la suite des événements après l'ultimatum-couperet du 23 avril. Les dernières annonces du premier ministre à ce sujet - menaçant le 19 avril d'évacuer le reste de la zad « avec une immense détermination tranquille » - sont très préoccupantes. Au regard du bilan humain et répressif extrêmement lourd des 11 derniers jours, et des gages donnés par le mouvement, nous exigeons fermement que le gouvernement aille

maintenant vers l'apaisement de cette situation explosive et reprenne le chemin de la raison. L'enfermement dans une logique répressive aurait des conséquences dramatiques. Les ultimatums intenables doivent cesser et le dispositif militaire être retiré. Toutes les conditions doivent être réunies pour continuer à oeuvrer à l'avenir d'un territoire unique, bien commun des luttes autant qu'expérimentation collective porteuse d'espoirs.

Nous réaffirmons notre solidarité envers le territoire de la ZAD et ses habitants, et appelons tous les soutiens, organisations, collectifs, individus, en France et au-delà à être extrêmement attentifs à ce qui va se passer en ce début de semaine prochaine. Si, malgré les démarches du mouvement, le gouvernement décidait de reprendre les expulsions et destructions des lieux de vie, fermes et espaces d'activités de la zad, nous serions prêts à réagir ensemble et à nous retrouver massivement sur la ZAD le dimanche suivant la reprise éventuelle des expulsions.

Retrouver la liste des organisations signataires sur cette page.